

*Questions orales*

provincial très fort, et ceux qui vivent dans les provinces à fort chômage et supportent des taux d'intérêt très élevés, qui vont devoir se débrouiller pour survivre comme ils le peuvent? Autrement dit, est-ce que le programme de ce gouvernement est de continuer à exacerber les disparités régionales, un programme dont le seul résultat concret est de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les propos du député et je voudrais lui faire remarquer que nous avons pris très au sérieux la nécessité de trouver un équilibre régional approprié. Laissez-moi vous citer le *Cape Breton Post* de samedi qui disait:

Wilson aurait pu choisir de nombreuses autres combinaisons de taxes et de coupures. . . La plupart des autres solutions auraient probablement été pires pour la région.

Ce n'est pas de moi, c'est du *Cape Breton Post*. C'est ce que nous avons essayé de faire et je pense que ce commentaire montre que nous sommes très près d'y être parvenus. Le député a critiqué quatre ou cinq des façons que nous avons employées pour nous attaquer à la dette. N'est-il pas d'avis que la dette est un problème? A-t-il d'autres solutions ou ne fait-il que critiquer sans offrir quoi que ce soit de constructif?

\* \* \*

**LE BUDGET****LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES TOUCHANT LES SERVICES SOCIAUX**

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. L'assurance-maladie est le plus important programme social du Canada. Les hôpitaux et les soins donnés à nos malades par les professionnels de la santé revêtent une importance fondamentale pour tous les Canadiens. Compte tenu du récent budget présenté par le ministre et des coupures unilatérales effectuées en 1986 dans le financement des programmes établis, l'Île-du-Prince-Édouard recevra 7 millions de dollars de moins pendant l'exercice 1989-1990, Terre-Neuve, 34 millions de moins, le Nouveau-Brunswick, 43 millions de moins et la Nouvelle-Écosse, 53 millions de moins.

Le ministre des Finances peut-il expliquer pourquoi il a choisi de faire porter aux malades, aux personnes âgées, aux enfants et aux provinces pauvres du Canada le fardeau de son plan de réduction du déficit?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, permettez-moi de dire clairement qu'il y aura une augmentation importante des paiements de transfert effectués par le gouvernement fédéral au titre de ces programmes. Il s'agira d'une augmentation de quelque 25 millions de dollars sur les cinq prochaines

années par rapport aux paiements effectués au cours de cinq dernières années.

Je suis certain que le député comprend que, il y a 20 ans, 12 cents de chaque dollar versé par les contribuables allaient au service de la dette. Il y a quatre ou cinq ans, ce chiffre est passé à 25 cents, et il vient maintenant de grimper à 35 cents. Le but fondamental de ce budget est de renverser cette tendance afin que nous puissions nous offrir ces programmes qui, nous en convenons tous, sont très importants pour les Canadiens.

**LA RÉDUCTION DES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION**

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est):** Monsieur le Président, le ministre des Finances a cité le *Cape Breton Post*. Il aurait dû aller deux ou trois pages plus loin où on peut lire: «Le plus mauvais ministre des Finances que notre pays ait jamais eu est Michael Wilson.»

Ce ministre parle des augmentations apportées au financement des programmes établis alors que ses documents budgétaires disent exactement le contraire. Les ministres des Finances provinciaux déclarent qu'ils vont subir de fortes réductions du FPE. Le ministre va-t-il promettre aujourd'hui aux gouvernements provinciaux dont j'ai parlé qu'il n'y aura pas de suppression de lits d'hôpital, de compression de personnel, de réduction des effectifs d'infirmières qui soignent les malades ni de garçons de salle qui s'occupent des infirmes, absolument aucune réduction à la suite de ce budget qui modifie le FPE? Ou le ministre agira-t-il comme pour la fuite concernant le budget: à savoir n'accepter aucune responsabilité, ne faire preuve d'aucune qualité de chef et, quand les choses vont mal, déléguer ses responsabilités aux provinces pauvres?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Je mets le député au défi de me montrer où il y a des coupures dans les documents budgétaires ou, pour reprendre son expression, il y a exactement le contraire de ce que je viens de dire. Il sait qu'il a tort à ce propos. Le rythme de croissance est ralenti dans ces programmes, mais 25 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Les députés se moquent de 25 milliards de dollars. C'est une somme importante de nouveau financement pour les provinces. . .

**M. Dingwall:** C'est de la duplicité de la part du ministre des Finances.

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Il m'accuse de dire une chose et d'en faire une autre. Les députés d'en face veulent qu'on contrôle la dette. Sous votre gouvernement, la dette a grossi.